



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAITRES DE L'OUVRAGE :

Ministère de l'Éducation nationale
Service de l'action administrative et des moyens
Sous-direction de l'environnement du travail et du patrimoine
immobilier
110 rue de grenelle
75357 Paris SP 07

Et

Institut des hautes études de l'éducation et de la formation
Boulevard des Frères Lumière
86963 Chasseneuil du Poitou-Futuroscope

OBJET DU MARCHÉ :

Travaux relatifs à la rénovation à la rénovation du câblage
informatique y compris la création d'un data center de
l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation
pour le compte du ministère de l'Éducation nationale.

Procédure n° IH2EF-2026-01-CABLAGE

SOMMAIRE

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	4
2.1/ <i>Forme du marché</i>	4
2.2/ <i>Procédure du marché</i>	4
2.3/ <i>Allotissement du marché :</i>	4
ARTICLE 3/ DUREE ET DEMARRAGE DES TRAVAUX	4
3.1/ <i>Durée du marché</i>	4
3.2/ <i>Démarrage et durée des prestations</i>	4
ARTICLE 4/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES ORDRES DE SERVICE	5
ARTICLE 6/ EXECUTION DES PRESTATIONS	5
6.1/ <i>Maîtrise d'œuvre</i>	5
6.2/ <i>Contrôle technique</i>	5
6.3/ <i>Lieu d'exécution des travaux</i>	6
6.4/ <i>Ordonnancement, pilotage et coordination</i>	6
ARTICLE 7/ PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9/ PROVENANCE, QUALITE ET CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS	9
9.1/ <i>Provenance des matériaux et produits</i>	9
9.2/ <i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits</i>	9
ARTICLE 10/ PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	9
10.1/ <i>Période de préparation</i>	9
10.2/ <i>Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail</i>	10
10.3/ <i>Installation et organisation de chantier</i>	10
10.5/ <i>Coordination des travaux</i>	11
10.6/ <i>Documents à remettre par le titulaire</i>	12
ARTICLE 11/ PENALITES	12
11.1/ <i>Pénalités de retard</i>	12
11.2/ <i>Autres pénalités</i>	12
11.3/ <i>Pénalités pour travail dissimulé</i>	13
ARTICLE 12/ CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	14
12.1/ <i>Essais et contrôles des ouvrages</i>	14
12.2/ <i>Réception</i>	14
12.3/ <i>Documents fournis après exécution</i>	14
12.4/ <i>Délais de garantie</i>	14
ARTICLE 13/ FORME ET CONTENUS DES PRIX	14
13.1/ <i>Forme des prix</i>	14
13.2/ <i>Contenu des prix</i>	15
ARTICLE 14/ MODALITES DE REGLEMENT	15
14.1/ <i>Avance forfaitaire</i>	15
14.2/ <i>Décomptes et acomptes mensuels</i>	16

14.3/ Décomptes final et général-----	16
14.4/ Modification dans la masse ou dans la consistance des travaux-----	17
14.5/ Travaux non prévus initialement -----	17
14.6/ Unité monétaire, mode de règlement, conditions, délais de paiement et intérêts moratoires ---	17
14.7/Modalités de paiement des factures via Chorus Pro et coordination avec la maîtrise d'œuvre---	17
14.8/ Paiement des sous-traitants (directs ou indirects)-----	18
ARTICLE 15/ CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE-----	19
15.1/ Retenue de garantie -----	19
ARTICLE 16/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE-----	20
16.1/ Assurance-----	20
16.2/ Justificatifs sociaux-----	20
16.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché-----	21
ARTICLE 17/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE -----	21
ARTICLE 18/ RESILIATION-----	22
18.1/ Résiliation pour événements extérieurs au marché-----	22
18.2/ Résiliation pour événements liés au marché-----	22
18.3/ Résiliation pour faute du titulaire-----	22
18.4/ Résiliation pour motif d'intérêt général-----	22
18.5/ Mesures coercitives-----	23
ARTICLE 19/ DIFFERENDS ET LITIGES-----	23
ARTICLE 20/ TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL-----	23
20.1/ Préambule- précision terminologiques -----	23
20.2/Description du traitement de données à caractères personnel-----	24
20.3/ Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)-----	24
ARTICLE 21/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX-----	24

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux relatifs à la rénovation du câblage informatique y compris la création d'un data center de l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation situé boulevard des frères lumière - téléport 2 à Chasseneuil du Poitou pour le compte du ministère de l'Éducation nationale.

ARTICLE 2/ FORME, PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT

2.1/ Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché simple.

2.2/ Procédure du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions prévues aux articles L2123-1, R.2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique.

2.3/ Allotissement du marché :

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique : courants faibles

La description détaillée des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières correspondant.

ARTICLE 3/ DUREE ET DEMARRAGE DES TRAVAUX

3.1/ Durée du marché

Le présent marché prend effet à sa date de notification, et s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » (prévu à l'article 44.1 – 2^{ème} alinéa du CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de cet accord-cadre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

3.2/ Démarrage et durée des prestations

La période de préparation démarre à compter de la date inscrite sur les ordres de service, émis dans les conditions définies ci-après, prescrivant son démarrage. Par dérogation

à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution de la période de préparation est de 4 semaines et n'est pas incluse dans le délai d'exécution du chantier.

Les travaux commencent à s'exécuter à compter de la date inscrite sur les ordres de service, émis dans les conditions définies ci-après, prescrivant le démarrage des travaux.

Ils s'exécutent conformément au calendrier d'exécution établi par la maîtrise d'œuvre en concertation avec les entrepreneurs au cours de la période de préparation. Il est ensuite soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et notifié aux entreprises par ordre de service.

Le délai d'exécution des travaux est estimé à environ 30 semaines.

ARTICLE 4/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par l'IH2EF fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe 1 Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe 1 Planning d'exécution des travaux ;
- l'ensemble des documents composant les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021;
- l'ensemble des plans généraux et détails d'aménagement dressés par le Maître d'Œuvre ;
 - plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux,
 - le RICT;
 - l'offre du titulaire (dont l'annexe 2 Mémoire technique) ;
 - les actes de sous-traitance.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national ou local applicable dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur, notamment celles décrites aux CCTP.

Toute clause portée sur la documentation, tarif, conditions de vente... transmise par le(s) titulaire(s) et contraire aux dispositions des autres pièces administratives, est réputée comme non écrite.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES ORDRES DE SERVICE

Le présent marché s'exécute par l'émission d'ordres de service.

Les ordres de service sont émis et signés par le maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire de l'accord-cadre en accuse réception datée.

Le maître d'œuvre assure la transmission de ces ordres de services au maître d'ouvrage puis au titulaire, conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 6/ EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1/ Maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est assisté techniquement par les sociétés :

I.C.C Ingénierie–Conseil-Concept
 Bureau d'études Fluides & Coordination SSI
 8, Rue de la Résistance
 37270 Athée sur Cher
 Représentée par : Florian PANNETIER

Il assure une mission de base. Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993.

6.2/ Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

La mission de contrôle technique est assurée par la société :

QUALICONSLT
Immeuble Antarès-Téléport 4
86360 CHASSENEUIL DU POITOU

La mission confiée par le maître d'ouvrage au contrôleur technique est relative à la prestation suivante :

- Mission L et STI/SEI.

Représentée par : Jeremy JAFFEUX

6.3/ Lieu d'exécution des travaux

Les travaux ont lieu à l'adresse suivante :

Institut des hautes études de l'éducation et de la formation
Boulevard des Frères Lumière – Téléport 2 – CS72000
86963 Futuroscope Chasseneuil cedex

6.4/ Ordonnancement, pilotage et coordination

Cette mission est assurée par la société :

I.C.C Ingénierie–Conseil-Concept
Bureau d'études Fluides & Coordination SSI
8, Rue de la Résistance
37270 Athée sur Cher
Représentée par : Florian PANNETIER

La mission OPC (ordonnancement, pilotage, coordination) est définie à l'article 10 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions confiées par des maîtres d'ouvrage public à des prestataires de droit privé et l'article 7 de l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités d'exécution du décret.

ARTICLE 7/ PRESTATIONS ATTENDUES

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire fait son affaire de toutes les études préliminaires nécessaires pour s'assurer notamment que les opérations à réaliser ne compromettent en aucune manière la solidité et la stabilité des ouvrages existants.

Le titulaire est réputé, avant la remise de sa proposition :

- avoir pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords ainsi que des conditions d'accès et de tous les éléments généraux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir inclus tous les frais accessoires qui seraient la conséquence de l'exécution des ouvrages dans les conditions prévues. Avoir inclus tous les frais qui seraient la conséquence de toutes dispositions, protection, moyens d'accès, manutentions internes, manuelles ou par engins mécaniques jugés nécessaires ;
- avoir contrôlé les indications des documents du dossier de consultation. En aucun cas Le titulaire ne peut arguer de l'imprécision des descriptifs et documents annexes s'il y a lieu pour refuser d'exécuter, dans le cadre et les conditions du marché, tout ou partie des ouvrages. Ils leur appartiennent donc d'apprécier la nature des travaux à exécuter, de signaler le cas échéant au ministère et par écrit, les omissions, imprécisions ou

- contradictions qu'ils auraient pu relever dans les documents qui leur ont été remis ;
- s'être entourés de tout renseignement complémentaire nécessaire auprès de tout service ou autorité compétente.

ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1/ Obligations générales

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire doit assurer lui-même la protection des matériaux approvisionnés et des installations en place, contre toute dégradation, vol, incendie et dégât des eaux pendant toute la durée du chantier, c'est-à-dire jusqu'à la réception des travaux.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage ou son représentant du nom, ainsi que des coordonnées, de la personne responsable des opérations afin de pouvoir la contacter à tout moment.

Le titulaire doit laisser les installations propres pendant et après l'exécution des prestations dont ils ont la charge.

Le titulaire prend toutes dispositions pour éviter tout dommage à l'égard de toute personne se trouvant dans le bâtiment et/ou à proximité de la zone des travaux.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsables de la bonne exécution du présent accord-cadre. Le personnel affecté par Le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives des titulaires.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le présent accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 18.3 du présent CCAP.

8.2/ Personnel des titulaires

Le titulaire confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications requises et nommément désigné, placé sous l'autorité du responsable défini ci-dessus.

Le responsable est chargé, en particulier de la coordination des opérations au sein du bâtiment afin de réduire au minimum les perturbations pour les usagers.

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières liées aux travaux en milieu occupé et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues et appliquées par les intéressés.

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de faire porter par son

personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être en possession des habilitations électriques et professionnelles requises pour la tâche qui lui est confiée.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par Le titulaire pour une date fixée par le maître d'ouvrage. Le titulaire s'engage à maintenir à jour cette liste nominative. De la même manière, le titulaire remet au correspondant technique du ministère la liste des véhicules devant accéder au chantier.

La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peuvent entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies à l'article 18.3 du présent CCAP.

8.3/ Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Par application de l'article 6.1 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des 8 conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

8.4/ Confidentialité

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'appliquent à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent accord-cadre. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent accord-cadre. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentielles toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère. Le contenu de l'accord-cadre est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que ceux-ci auraient signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tout moyen à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au ministère.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts des titulaires prévue à l'article 46.3.1) du CCAG-Travaux.

8.6/ Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, ainsi que les mesures contenues dans son offre.

ARTICLE 9/ PROVENANCE, QUALITE ET CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1/ Provenance des matériaux et produits

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives de l'accord-cadre ou déroge aux dispositions desdites pièces.

9.2/ Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations des CCTP et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Dans le cas où l'accord-cadre se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire de l'accord-cadre peut proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace Economique Européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits « E.A. » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire de l'accord-cadre doit alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières des titulaires ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

ARTICLE 10/ PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1/ Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation de **4 semaines**, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui en prescrira le commencement, la période n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- *Par les soins du maître d'œuvre :*
 - élaboration, après consultation du titulaire, du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;

- désignation des lieux de dépôt provisoire des matériels et matériaux.
- *Par les soins du titulaire :*
 - établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, 15 jours ouvrés avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
 - établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux et à l'article 10.2 ci-dessous ;
 - établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels et des véhicules comme définie à l'article 8.2 ci-dessus.

10.2/ Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Le titulaire fournit au maître d'œuvre, pour visa, **pendant la période de préparation soit sous 15 jours**, tous les documents, plans, graphiques, notes de calcul permettant une parfaite compréhension des projets.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant être établis par le titulaire sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **10 jours après leur réception**.

Ces documents sont régulièrement mis à jour par le titulaire avant chaque réunion de chantier et produits au cours des réunions de chantier.

Tous les plans et documents ne comportant pas un visa d'acceptation du maître d'œuvre sont considérés comme nuls et sans valeur, et le maître d'ouvrage peut purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant et en exiger la démolition.

10.3/ Installation et organisation de chantier

Le titulaire sont tenus de se conformer aux dispositions des CCTP.

La remise en état des lieux après travaux est à la charge du titulaire.

Les tailles et les poids des matériels livrés et enlevés sont adaptés aux caractéristiques de l'environnement existant.

Le titulaire est équipé d'engins de manutention réglementaires en parfait état et en nombre suffisant.

Le titulaire doit enlever régulièrement à ses frais les déchets, débris, emballages ou autres provenant de l'exécution des travaux et maintenir les lieux aussi propres que possible. S'il se dérobe à cette obligation, cet enlèvement sera effectué à la demande du maître d'ouvrage et aux frais du titulaire.

La cadence de livraison et d'enlèvement doit être adaptée au rythme d'avancement des travaux de manière à ne pas encombrer les aires de livraison.

10.4.1/ Sécurité et hygiène du chantier

Conformément à l'article 31.4 du CCAG-Travaux, le titulaire prend sur leur chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Ils sont tenus d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation aux abords du chantier.

10.4.2/ Réunions de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre et cela autant de fois que nécessaire pendant toute la période d'exécution des travaux. Il peut se faire représenter par un représentant ou technicien qualifié et ayant pouvoir de décision.

Les réunions de chantier ont pour objet de :

- formaliser la situation d'avancement des travaux ;
- identifier les risques de dépassement des délais d'exécution, les remèdes correctifs correspondants et, le cas échéant, de recalculer le planning d'exécution ;
- caractériser les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé et leur mode d'application ;
- confirmer l'application des décisions prises au cours des réunions précédentes et les décisions prises par le maître d'ouvrage.

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un compte-rendu élaboré par le maître d'œuvre et diffusé en nombre suffisant au titulaire du marché.

Les observations figurant au compte-rendu sont contractuelles. Si le compte-rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard dans les **7 jours calendaires suivant sa réception**, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

Le titulaire met tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées dans un **délai maximum de 7 jours ouvrés**. Le cas échéant, des pénalités pourront être appliquées.

10.4.3/ Traitement des déchets de chantier

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, Le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

10.4.4/ Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, Le titulaire, procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A la fin des travaux, et au plus tard avant la date des opérations préalables à la réception, Le titulaire devra, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire conformément aux dispositions prévues à l'article 11.2.1 du présent document.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

10.5/ Coordination des travaux

Le titulaire intègre dans le processus de déroulement des opérations et ce sans pouvoir se

soustraire à ses obligations de résultat, les contraintes liées au type de bâtiment, aux travaux en milieu occupé de manière à assurer en permanence la continuité de la sécurité du bâtiment et la continuité de l'activité normale de ses usagers.

Le titulaire informe en temps réel le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par courrier électronique de tous les événements susceptibles de modifier le déroulement convenu des opérations, de tous les événements significatifs dans le cadre d'un déroulement de chantier normal.

10.6/ Documents à remettre par le titulaire

Au cours du chantier, le titulaire produit notamment les documents suivants :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- les permis-feu signés établis par le maître d'ouvrage ;
- les bordereaux de suivi de déchets avant évacuation pour signature par le représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 11/ PENALITES

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités du fait de leur faible montant.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 18 du présent CCAP sur la résiliation.

Le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant total du marché. En cas de dépassement du plafond, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies à l'article 18.3 du présent CCAP.

11.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la réalisation du calendrier d'exécution mis au point avec le maître d'œuvre, le titulaire encoure une pénalité équivalant à 5/1000 du montant HT du marché par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés).

11.2/ Autres pénalités

En complément des stipulations de l'article 11.1 ci-dessus, les pénalités suivantes seront appliquées et retenues sur le décompte mensuel du titulaire.

11.2.1/ Retard dans le nettoyage du chantier

A défaut d'exécution des opérations de nettoyage prescrites au présent marché, les déblais, installations, matériels et matériaux seront transportés aux décharges publiques et le nettoyage assuré par une entreprise spécialisée.

Ces frais seront à la charge du titulaire et seront retenus sur le montant du décompte définitif.

Les nettoyages supplémentaires rendus nécessaires en cours de chantier par la négligence du titulaire seront exigés par le maître d'ouvrage. En cas de retard dans l'exécution de ces nettoyages, ceux-ci seront effectués par une entreprise spécialisée et les frais correspondants seront retenus sur le montant du décompte définitif du titulaire.

11.2.2/ Retard dans la transmission des documents

Il s'agit notamment des pièces suivantes :

- contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux ;
- plans, notices de calcul et tous les documents nécessaires à la préparation du chantier ;
- état d'avancement des opérations en cours ;
- projets de décompte ;
- tous les documents à fournir en fin de travaux et lors de la réception des ouvrages ;
- les documents, graphes, plans, notices, courriers réclamés par le maître d'ouvrage dans les comptes rendus de réunion de chantier.

Les pénalités seront calculées pour chaque demande non satisfaite sur la base des délais prévus à l'accord-cadre ou le cas échéant sur ceux notifiés au titulaire par lettre simple du maître d'ouvrage.

Le montant des pénalités pour retard dans la transmission de documents demandés par le maître d'ouvrage sera de 50 euros HT par document manquant et par jour calendaire de retard.

11.2.3/ Absence non justifié aux réunions de chantier

Une pénalité de 150 euros HT sera appliquée en cas d'absence non justifiée du titulaire aux réunions de chantier.

11.2.4/ Réserves et observations

Les réserves, remarques et observations formulées par le maître d'œuvre doivent être levées dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après leur signification au titulaire par lettre simple ou recommandée.

En cas de non-respect du délai admis, une pénalité équivalant à 1/1000 du montant HT de l'accord-cadre s'applique par jour calendaire de retard.

11.2.5/ Sous-traitance occulte

Dans le cas où le ministère, ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître d'ouvrage ou non agréée par lui), le titulaire du marché au titre duquel les travaux seraient réalisés subiront une pénalité de 1 000 euros HT par jour d'infraction constatée jusqu'à l'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants irrégulièrement employés, ceci nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG-Travaux.

11.2.6/ Non-gestion des déchets

En cas de non-respect de la réglementation en matière de tri des déchets de chantier, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à 100 euros HT par jour de retard dans la prise en compte de la gestion des déchets.

11.3/ Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

Le ministère informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par le ministère. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au ministère la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 euros HT par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jour ouvré de retard, le ministère résilie le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 18.3 du présent CCAP.

ARTICLE 12/ CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

12.1/ Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par les CCTP sont assurés par le titulaire et vérifiés par le maître d'œuvre.

Le titulaire informe par courrier électronique le maître d'ouvrage, ainsi que le maître d'œuvre de la date à partir de laquelle ils estiment que les travaux peuvent être contrôlés par celui-ci.

Le titulaire a au préalable procédé au minimum à la révision minutieuse des ouvrages exécutés, aux essais de sécurité et vérifications de fonctionnement des installations.

Le maître d'œuvre procède aux vérifications de la conformité des ouvrages réalisés par rapport aux dispositions prévues au présent accord-cadre et informe le titulaire par courrier électronique de ses éventuelles observations.

La mise en service des ouvrages peut être refusée par le maître d'ouvrage et ce aux torts exclusifs du titulaire, en cas de non remise des documents précités, d'observations majeures pouvant entraîner des risques pour la sécurité des usagers ou de constat de non-achèvement des travaux.

Dans ce cas, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour lever les observations dans les plus courts délais et informer le maître d'œuvre par courrier électronique de la date à laquelle il estime que l'installation pourra être mise en service.

12.2/ Réception

Les opérations de réception s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

12.3/ Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière et seront conformes aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux.

L'ensemble de ces documents doit être fourni, sous forme de tirage en trois exemplaires dont un exemplaire sur support reproductible (CD-ROM, clé USB, etc.), sauf dispositions particulières contraires figurant aux CCTP.

En cas de non-respect du délai, il peut être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents en application de l'article 11.2.2 du présent CCAP.

12.4/ Délais de garantie

Pour le local CFA : le délai de garantie **est fixé à 10 ans** (garantie décennale) à partir de la date de réception des travaux.

Le titulaire pendant le délai fixé est tenu à une obligation de « parfait achèvement », conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pour tous les matériels : Le délai de garantie **est fixé à 24 mois** à partir de la date de réception des ouvrages ayant fait l'objet d'une réception en application de l'article 12.2 du présent CCAP.

Le titulaire pendant le délai fixé est tenu à une obligation de « parfait achèvement », conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13/ FORME ET CONTENUS DES PRIX

13.1/ Forme des prix

Le présent marché est passé à prix global et forfaitaire. Les montants HT et TTC sont détaillés dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et l'unité monétaire est l'euro.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution des travaux, objet du présent accord-cadre. Les montants sont assujettis à la TVA selon les taux et les règles en vigueur.

Pour ce type de marché, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter certaines modifications au projet.

13.2/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes. En particulier, ils tiennent compte des :

- dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- frais résultant des contrôles techniques, thermiques, acoustiques, des essais de vérification du bon fonctionnement des installations ;
- sujétions liées au site du chantier, quant aux accès, environnement, stockage des approvisionnements, à la proximité des bâtiments en service ;
- dispositions et précautions à prendre par l'entreprise pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes pendant la durée de l'opération ;
- frais d'assurance de toutes natures ;
- frais d'établissement des plans de récolement, des notices d'entretien, d'utilisation et d'exploitation des installations ;
- frais pour l'exécution des trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché qui lui est attribué ;
- le démontage et enlèvement des matériels existants ;
- les frais de voiries et de location éventuelle d'espaces publics ;
- les frais d'évacuation et de traitement des déchets compris les frais liés aux recyclages ;
- etc....

D'autre part, les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux.

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies (hors branchement) nécessaires aux installations sont assumées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14/ MODALITES DE REGLEMENT

14.1/ Avance forfaitaire

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant ni minimum ni maximum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance forfaitaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

14.2/ Décomptes et acomptes mensuels

Conformément aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué ci-dessous.

Le titulaire fournit au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel, établi à partir des prix de base indiqués dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, et compte tenu du décompte mensuel précédent. Ce dernier est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre ; il devient alors le décompte mensuel.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire.

Le maître d'œuvre dresse alors l'état d'acompte, à partir du décompte mensuel, faisant ressortir le montant de l'acompte mensuel à régler aux titulaires.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service l'état d'acompte mensuel et propose au ministère de régler les sommes qu'il admet.

Si le projet de décompte établi par le titulaire a été modifié, le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état d'acompte accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier.

Conformément à l'article R2192-10 de la commande publique, la personne publique s'engage sur un délai global de paiement de 30 jours. Ce délai comprend l'intervention de l'ordonnateur et celle du comptable, mais ne comprend pas les délais bancaires.

Le délai global de paiement prend effet à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre.

14.3/ Décomptes final et général

Après l'achèvement des travaux, le titulaire dresse le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final doit être établi par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 12.3 du CCAG-Travaux. Il doit être transmis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans les 30 jours qui suivent la date de notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général défini ci-après.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte final.

Le maître d'œuvre établit alors le projet de décompte général conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Après signature du maître d'ouvrage, le projet de décompte général devient le décompte général et est notifié au titulaire. Ce dernier doit le retourner au ministère revêtu de sa signature sans ou avec réserves, et transmettre une copie au maître d'œuvre, dans les délais prévus à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire dans les délais indiqués à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux le décompte général signé, celui-ci adresse au représentant du maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit au paiement du solde.

La date de réception du décompte général et définitif par le ministère constitue le point de départ du délai global de paiement en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics.

14.4/ Modification dans la masse ou dans la consistance des travaux

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de diminuer la masse des travaux, d'augmenter celle-ci et d'apporter toutes modifications qu'il jugera utiles, sous les conditions définies aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux.

Les ordres de service correspondants, numérotés et datés sont notifiés au titulaire.

14.5/ Travaux non prévus initialement

Les travaux non prévus initialement et dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquels l'accord-cadre ne prévoit pas de prix sont exécutés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

14.6/ Unité monétaire, mode de règlement, conditions, délais de paiement et intérêts moratoires

14.6.1/ Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du présent accord-cadre.

14.6.2/ Mode de règlement

Les paiements sont effectués par virement administratif au compte du titulaire ou du sous-traitant payé directement (cf. art. R2193-10 du code de la commande publique), pour la partie de l'accord cadre pouvant être sous-traitée, selon les règles de la comptabilité publique, après certification du service fait émise par l'IH2EF.

Le titulaire adresse, à chaque demande, une copie de la facture à l'IH2EF. Après la certification du service fait, l'IH2EF donne l'autorisation de procéder à la facturation.

14.6.3/ Condition, délais de paiement et intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 et D 2192-35 du code de la commande publique.

14.7/Modalités de paiement des factures via Chorus Pro et coordination avec la maîtrise d'œuvre

14.7.1/Présentation et transmission des factures

Le titulaire devra transmettre les factures relatives à l'exécution des travaux via la plateforme **Chorus Pro**, conformément aux dispositions légales en vigueur. Chaque facture devra être accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires.

14.7.2/Contrôle par la maîtrise d'œuvre

La facture sera d'abord vérifiée par le **maître d'œuvre** afin de s'assurer que les travaux ont été réalisés conformément au contrat et que les montants facturés sont justifiés. Cette vérification inclut, mais ne se limite pas à :

- La conformité des travaux réalisés par rapport aux spécifications du marché.
- Le respect des délais d'exécution.
- La validation des quantités et des prix.

Devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de facture ;
- la référence du marché et le service **exécutant FAC9460075**;
- le nom, l'adresse du titulaire et son numéro de SIRET ;
- le numéro du compte courant postal ou bancaire, rigoureusement identique à celui qui est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations ;
- le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- la période d'exécution de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, Le titulaire est tenu d'en informer le ministère.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

14.8/ Paiement des sous-traitants (directs ou indirects)

14.8.1/ Désignation de sous-traitants en cours de marché

Agrément des sous-traitants et conditions de paiement

Les sous-traitants ainsi que les conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément préalable de la part du ministère. À cet effet, le titulaire de l'accord-cadre adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration comprenant l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique.

Documents à joindre pour chaque sous-traitant par le titulaire avant le début des prestations

En plus de la déclaration, le titulaire devra joindre pour chaque sous-traitant :

- Une déclaration attestant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics.
- Un extrait K-bis de l'entreprise.
- Les polices d'assurances responsabilité civile et décennale actualisées.
- Les qualifications professionnelles et habilitations requises pour les travaux à exécuter.
- Les références pour des opérations équivalentes réalisées par le sous-traitant.

Cession et nantissement des créances

Le titulaire de l'accord-cadre établit qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre, ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant. À cette fin, le titulaire produit soit l'exemplaire unique, soit le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Acceptation et agrément du sous-traitant

L'acceptation du sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère. Cet avenant ou cet acte spécial reprend tous les éléments contenus dans la déclaration et précise pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- Le nom du sous-traitant ;
- Les prestations sous-traitées ;
- Les montants de sous-traitance (devis) ;

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du Code de la commande publique.
- Le comptable assignataire des paiements.
- Le compte à créditer pour les paiements directs.

Responsabilité du titulaire de l'accord-cadre

En cas de sous-traitance, l'entreprise principale, titulaire de l'accord-cadre, demeure personnellement responsable vis-à-vis du ministère de l'exécution de toutes les prestations résultant de l'accord-cadre, y compris les prestations sous-traitées. Le titulaire assume ainsi la pleine et entière responsabilité des travaux sous-traités, ainsi que le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, ainsi que la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant. Les sous-traitants et les conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément de la part du ministère.

14.8.2/ Modalités de paiement direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le ministère, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC (cf. articles R2193-10 du code de la commande publique).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord cadre. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part au sous-traitant, et d'autre part, au ministère. IL devra également la soumettre à la maîtrise d'œuvre qui transmettra une copie des documents à l'IH2EF.

Le ministère adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Elle procède ensuite au paiement des sommes dues au sous-traitant conformément aux modalités décrites à l'article 14.2 du présent CCAP. Il informe le titulaire des paiements qu'il effectue ainsi au sous-traitant.

Les sommes figurant sur la demande de paiement tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la T.V.A.

ARTICLE 15/ CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

15.1/ Retenue de garantie

Une retenue de garantie égale à 5% du montant initial du marché sera prélevée sur le montant des acomptes dus au titulaire.

Cette retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, établie conformément au modèle annexé à l'arrêté du 3 janvier 2005 (cf. JO du 15 janvier 2005).

Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. En cas de production d'une garantie bancaire pendant

l'exécution du marché, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront reversés au titulaire. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

En application de l'article R2191-42 du code de la commande publique, la retenue de garantie est remboursée ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie (cf. article 12.4 du présent CCAP), sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et qu'elles n'ont pas été levées avant la date d'expiration de ce délai. Dans ce cas, les établissements sont libérés un mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 16/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

16.1/ Assurance

Le titulaire doit être couverts par une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant :

- sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution ;
- sa responsabilité au titre des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4.1 du Code civil.

Il appartient au titulaire, en conséquence, de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait de l'accord-cadre. Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, au plus tard dans un délai de 8 jours ouvrables suivant l'attribution de l'accord-cadre et avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation de moins de 3 mois, de leur compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à produire la ou les attestations nécessaires à la couverture de la durée totale de l'accord-cadre.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Dans le cas où le titulaire manquerait à leurs obligations de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée ci-dessus, le maître d'ouvrage, sans qu'il soit besoin d'une sommation, ni mise en demeure, sera en droit de contracter lui-même cette assurance ou de la maintenir en état de validité et d'intervenir comme payeur direct. Les frais correspondants seront retenus sur les situations d'acomptes et seront réservés aux assureurs dans les conditions prévues aux polices d'assurance.

16.2/ Justificatifs sociaux

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, nouvelle version, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°- a) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou

compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 18.3 du présent CCAP ci-après.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit également remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

16.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

16.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

16.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert de l'accord-cadre à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article 51 du Code des marchés publics) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » et « responsabilité décennale » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 17/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les courriers et les communications échangés entre le ministère et le titulaire.

ARTICLE 18/ RESILIATION

18.1/ Résiliation pour événements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 50.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de liquidation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

18.2/ Résiliation pour événements liés au marché

L'accord-cadre pourra être résilié par le ministère ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 50.2 du CCAG-Travaux.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de liquidation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

18.3/ Résiliation pour faute du titulaire

Le marché pourra être résilié par le ministère dans les cas prévus à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-12 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation définies ci-après.

Sauf les cas mentionnés à l'article 50.3.2 du CCAG-Travaux ou en cas de pénalité dépassant le plafond de 20%, le ministère signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations.

Passé ce délai ou si le ministère constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, l'accord-cadre peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de liquidation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

18.4/ Résiliation pour motif d'intérêt général

Le ministère peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de liquidation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié aux titulaires.

18.5/ Mesures coercitives

Il est fait application des dispositions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peut être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges, dans les conditions fixées à l'article R2197-1 du code de la commande publique. L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un (1) mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable, le tribunal administratif de Poitiers est seul compétent et la loi française est seule applicable.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le siège du pouvoir adjudicateur :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75004 PARIS
Tél : **01 44 59 44 00**

Un horodateur situé à l'entrée du tribunal vous permet en outre de déposer vos requêtes 24h/24h. Vous pouvez également adresser votre requête par la poste, de préférence par envoi recommandé avec avis de réception, mais seule la date d'arrivée de la requête au tribunal pourra être prise en compte pour la computation du délai de recours, sauf difficultés dûment justifiées.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application :

- Télé recours citoyens pour les particuliers et les personnes morales de droit privé (entreprises, associations, syndicats...) ;

- Télé recours pour les avocats, les administrations et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion permanente d'un service public.

Le site d'information www.telerecours.fr rassemble toutes les informations utiles à ces procédures.

ARTICLE 20/ TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

20.1/ Préambule- précision terminologiques

Pour l'application du présent article et au sens du règlement général sur la protection des données :

- le responsable de traitement est l'acheteur ;
- les sous-traitants sont le titulaire de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

20.2/Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent marché.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le ministère pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone professionnel, ainsi que les interlocuteurs du ministère. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec le ministère et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

20.3/ Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, Le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

ARTICLE 21/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du présent CCAP	Dérogent aux articles du CCAG travaux	Objet de la dérogation
Article 3.2	Article 28.1	Délai d'exécution
Article 10.1	Article 28.1	Délai d'exécution
Article 11	Article 19.2.1	Pénalité
Article 11.1	Article 19.2	Pénalité pour retard
Article 11.2.2	Article 3.6.1.5	Documents de sous-traitance
Article 14.3	Article 12.4.4	Décompte général
Article 16.1	Article 8.1.3	Assurance